



C'est le dernier CNAS de l'année 2018 et avant que la séance ne soit ouverte, nous tenons à vous lire cette déclaration liminaire Solidaires Finances et CGT Finances.

Nous vous avons adressé un courrier concernant ALPAF dans lequel nous vous avons posé 2 questions, à ce jour sans réponse.

Par ailleurs, l'ordre du jour de ce CNAS est particulièrement dense alors même que les documents communiqués sont très légers. Ce CNAS se tient un vendredi et s'il devait se dérouler dans sa totalité comme il devrait, des collègues vont rentrer chez eux à plus de 23h ou minuit.

Sur le plan d'action relatif à l'action sociale, pour nous une seule enquête réalisée en juillet 2017 et portant sur la connaissance des offres de l'action sociale ne saurait suffire pour évaluer les besoins des agents.

L'agenda qui nous est proposé est déconcertant et réduit à la portion congrue. Pour rappel, l'article 10 de l'arrêté du 15/01/2002 consolidé en avril 2018 prévoit au moins 3 réunions du CNAS par an.

Sur la note d'orientation, nous n'avons pas trouvé la boussole et nous avons perdu le Nord sur la réorganisation de SRH3.

La prévision d'exécution budgétaire 2018 consacre le hold-up de 4,9 millions d'euros sur la subvention ALPAF. Par ailleurs, l'augmentation de 800000 euros du poste Titre Restaurant est la conséquence des fermetures des structures de restauration que nous ne saurions approuver.

L'affirmation péremptoire du maintien du budget 2019 à hauteur du précédent est fautive puisqu'on constate une baisse réelle de 3,5 millions (baisse de la subvention ALPAF de 1 million, baisse des investissements immobiliers de 2,2 millions...).

Quant à l'harmonisation tarifaire, qui est loin d'être appliquée partout, vous osez l'augmenter alors que le revenu réel des fonctionnaires ne fait que baisser. Mais la valeur faciale du titre restaurant, ELLE, reste inchangée.

S'agissant de la fiche sur le suivi des solutions de restauration que vous mettez en avant, c'est tout simplement la mort lente et programmée de la restauration collective.

Enfin, l'action sociale dans les collectivités d'outre-mer comme la restauration méritent mieux qu'un point d'étape en fin d'un CNAS à l'ordre du jour pléthorique.

Les fédérations Solidaires Finances et CGT Finances rappellent leur attachement à une action sociale de qualité pour toutes et tous, actifs, retraités et ayant-droits et qui répondent à leurs besoins.

Nous refusons d'être relégués au rang de simples spectateurs.

Paris, le 9 novembre 2018